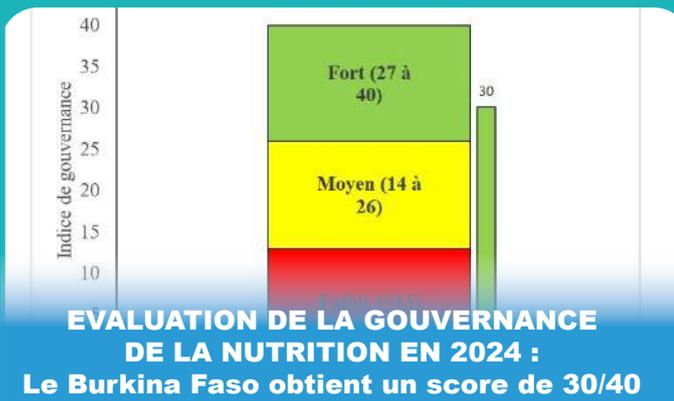


## Bulletin trimestriel d'information sur la nutrition

# SOMMET NUTRITION POUR LA CROISSANCE 2025 Le Burkina Faso consolide ses engagements



# SOMMAIRE

## Editorial

**PLAN STRATEGIQUE MULTISECTORIEL DE NUTRITION 2025-2029** : de nombreux défis à relever pour l'atteinte des objectifs .....03

## Actualité

**SOMMET NUTRITION POUR LA CROISSANCE 2025**: le Burkina Faso consolide ses engagements .....04

**PREMIERE SESSION 2025 DE L'ANF** : le certificat de qualité sanitaire et l'autorisation de mise à consommation au cœur des débats .....05

**FORTIFICATION DES ALIMENTS** : l'ANF supervise les unités de production .....05

**ENQUETE NUTRITIONNELLE NATIONALE 2024** : environ 2 enfants de moins cinq ans sur 10 souffrent de malnutrition chronique .....06

**SUPPLEMENTATION EN MICRONUTRIMENTS MULTIPLES**: la mise à l'échelle au cœur d'un atelier régional .....07

## Focus

**FINANCEMENT DE LA NUTRITION** : l'État alloue 2,02% de son budget sur la période 2022-2023 .....08

**FINANCEMENT DES PTF EN FAVEUR DE LA NUTRITION AU BURKINA FASO** : un engagement en hausse mais toujours insuffisant.....09

## Chiffres clés

**EVALUATION DE LA GOUVERNANCE DE LA NUTRITION EN 2024** : Le Burkina Faso obtient un score satisfaisant .....10

## Note Politique

**INTEGRATION DE LA NUTRITION DANS LES PLANS COMMUNAUX DE DEVELOPPEMENT** : les collectivités territoriales comme « alliés stratégiques » dans la lutte contre la malnutrition .....11

### Directrice de Publication

Dr Ella COMPAORE

### Rédacteur en chef

Issa OUATTARA

### Rédacteur en chef adjoint

Kassoum SORI

### Comité de rédaction

Sery BAOULA

Ibrahim BAYILI

Abel AZONHANDE

Yacouba GNISSIEN

Mouonkoun DABIRE

Estelle BAMBARA

Soumahila SEBEGO

Jule TIENDREBEOGO

Rodrigue KOUAME

Romain SANDWIDI

### Conception

Andy Moussa BAMBA



## PLAN STRATEGIQUE MULTISECTORIEL DE NUTRITION 2025-2029 De nombreux défis à relever pour l'atteinte des objectifs

Conformément aux principes de la planification, la Politique nationale multisectorielle de nutrition (PNMN) est assortie d'un plan stratégique multisectoriel de nutrition (PSMN) sur les périodes 2020-2024 et 2025-2029. A l'heure du bilan de la mise en œuvre du premier plan stratégique, c'est un satisfecit général qui se dégage. En effet, selon le rapport de la revue dudit plan, le taux d'exécution physique des activités est de 73,6 % soit au total 1 175 activités réalisées sur 1 596 planifiées sur la période 2020-2023. En ce qui concerne la mobilisation financière, pour un montant planifié de 763 990 783 955 francs CFA pour sa mise en œuvre, 766 099 939 193 francs CFA ont été mobilisés, soit un taux de 100,28% sur la période 2020-2023.

Ce résultat satisfaisant est le fruit de l'engagement et la synergie d'actions des acteurs de la Plateforme nationale multisectorielle de nutrition. Chaque acteur, en ce qui le concerne, a joué pleinement sa partition pour la mise en œuvre des interventions à haut impact.

C'est le lieu pour moi de saluer tous les acteurs pour les efforts consentis dans la mise en œuvre du plan stratégique 2020-2024. Je saisis cette opportunité pour annoncer que nous sommes déjà engagés dans la mise en œuvre du nouveau plan stratégique 2025-2029. Les défis pour y parvenir sont énormes. Il s'agit entre autres pour nous de maintenir la dynamique de l'approche multisectorielle de lutte contre la malnutrition, des actions aussi bien de prévention que de prise en charge autour

des cinq (5) axes stratégiques que sont la réduction de la sous-nutrition, la réduction des carences en micronutriments, le renforcement de la lutte contre la surnutrition et les maladies non transmissibles liées à la nutrition, le renforcement de la sécurité sanitaire des aliments et enfin l'amélioration de la gouvernance en matière de nutrition. En outre, la mobilisation des ressources demeure un des piliers pour la réussite de ce plan.

J'en appelle donc aux partenaires techniques et financiers à renouveler leur soutien légendaire aux activités

de nutrition au Burkina Faso. A l'évidence, c'est ensemble que nous allons parvenir à améliorer les indicateurs de la nutrition dans notre pays.

**Dr Ella COMPAORE**

*Secrétaire Technique chargée de la multisectorialité pour la Nutrition*

*Point focal SUN*

## SOMMET NUTRITION POUR LA CROISSANCE 2025

### Le Burkina Faso consolide ses engagements

En amont du sommet Nutrition pour la Croissance (N4G) prévu à Paris le 27 et le 28 mars 2025, les acteurs de la plateforme multisectorielle de nutrition du Burkina Faso ont validé de nouveaux engagements lors d'un atelier organisé le 21 février 2025 à Ouagadougou. Cette démarche s'inscrit dans la continuité des efforts entrepris depuis le sommet de Tokyo en 2021.

L'atelier a permis de faire le bilan des engagements pris en 2021 et de définir de nouvelles ambitions pour les années à venir. Issus de divers secteurs, avec l'assistance technique du bureau d'études IRAM à travers le projet C4N, les participants ont examiné et amendé les propositions d'engagements. Ce qui témoigne la volonté du Burkina Faso à renforcer ses efforts en matière de nutrition et d'atteindre les objectifs fixés pour 2028. L'atelier a également permis de définir les stratégies de mise en œuvre de ces engagements, assurant ainsi une feuille de route claire pour les actions futures.

### Les engagements du Burkina Faso pour le sommet Nutrition pour la croissance (N4G) de Paris 2025

Numéro	Engagements
1	Contenir la prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans, à 18%.
2	Réduire la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans à moins de 8,5 %.
3	Accroître la couverture de la prise en charge de la malnutrition aiguë de 71,9 % en 2024 à 75% dans les zones à fort défi sécuritaire.
4	Porter le score de diversité alimentaire chez les enfants âgés de 6 à 23 mois qui reçoivent un nombre minimum de groupe d'aliments à 35 %.
5	Porter le taux d'allaitement exclusif à 80 %.
6	Mettre en place 1000 clubs de santé, inscrits dans la stratégie nationale de santé communautaire.
7	Améliorer les capacités d'analyse de la Plateforme nationale d'information pour la nutrition (PNIN).
8	Passer de 2,02 % à 5% de son budget national alloué aux dépenses en faveur de la nutrition conformément à la recommandation du 17ème forum régional sur la nutrition.
9	Créer un environnement favorable et mobiliser les donateurs et partenaires techniques et financiers afin de garantir annuellement un soutien financier d'au moins 100,51 milliards de XOF pour la mise en œuvre d'actions spécifiques et sensibles à la nutrition, définies dans le Plan Stratégique Multisectoriel de nutrition 2025-2029.
10	Opérationnaliser les organes de pilotage du Conseil national de la nutrition (CNaN).

## PREMIERE SESSION 2025 DE L'ANF

### Le certificat de qualité sanitaire et l'autorisation de mise à consommation au cœur des débats

L'Alliance nationale pour la fortification (ANF) a tenu sa première session de l'année 2025 à Bobo-Dioulasso du 18 au 21 février 2025. Elle avait pour objectif de faire le bilan de ses activités et discuter des conditions d'obtention des certificats de qualité sanitaire (CQS) et des autorisations de mise à consommation (AMC).

Les différentes structures membres de l'ANF ont fait le bilan de leurs activités réalisées au 4e trimestre de l'année 2024 et présenté les perspectives en lien avec la fortification des aliments de grande consommation au Burkina Faso. La pénurie d'huile alimentaire qui sévit actuellement sur le marché burkinabè a été débattu. Les producteurs d'huile ont exprimé des difficultés à obtenir les Certificats de qualité sanitaire et les Autorisations de mise à consommation. De ces difficultés, figure la lenteur du traitement des dossiers, ce qui expliquerait le manque d'huile sur le marché. A l'issue des échanges, des mesures ont été prises afin de trouver une



Les acteurs de l'ANF ont pris des mesures pour pallier les difficultés d'obtention des CQS et AMC

solution aux différents problèmes qui entravent le bon fonctionnement de ces industries.

été faite suivie d'une visite de deux unités industrielles.

Comité de rédaction

Une présentation sur la planification des activités 2025 a

## FORTIFICATION DES ALIMENTS L'ANF supervise les unités de production

Dans le cadre de sa mission de protection de la santé des consommateurs, le Ministère de la santé, à travers la Direction de la nutrition qui assure la présidence de l'Alliance nationale pour la fortification (ANF) est allé à la rencontre des unités de production des aliments fortifiés de grande consommation.



Les experts de l'ANF s'assurent de l'effectivité de la fortification des aliments de grande consommation

Cette initiative vise à vérifier l'effectivité de la fortification des aliments de grande consommation, à identifier les éventuelles faiblesses, et à évaluer la technicité des contrôles internes. Une équipe d'experts pluridisciplinaires a sillonné plusieurs unités

de production dans les régions des Hauts-Bassins, des Cascades, de la Boucle du Mouhoun et du Sud-Ouest pour s'assurer de l'effectivité de la fortification des aliments produits et le respect de la réglementation en vigueur. Au terme de cette mission, le constat qui se dégage est que toutes les usines fortifient leurs aliments.

Par ailleurs, les visiteurs ont échangé avec les producteurs sur les procédures d'accompagnement et recueilli des suggestions pour améliorer la fortification des aliments. Cette démarche s'inscrit dans la volonté du gouvernement de garantir la disponibilité d'aliments de qualité pour la population.

Comité de rédaction

## ENQUETE NUTRITIONNELLE NATIONALE 2024

### Environ 2 enfants de moins cinq ans sur 10 souffrent de malnutrition chronique

L'Enquête nutritionnelle nationale (ENN) donne un aperçu détaillé de la situation nutritionnelle du Burkina Faso. L'édition 2024 de l'ENN, a permis de mettre en évidence des progrès significatifs, mais aussi de souligner les défis de la malnutrition sous ses formes.

L'ENN 2024 révèle que la malnutrition aiguë touche 9,9% des enfants de moins de cinq ans, dont 0,1% en forme sévère. La malnutrition chronique quant à elle, affecte 19%, tandis que l'insuffisance pondérale concerne 13,2% des enfants de moins de cinq ans. Des disparités sont observées selon les provinces. La province de la Comoé affiche la prévalence la plus faible de la malnutrition chronique avec 2,8% et la prévalence la plus forte avec 12,9% dans la province des Balé. Chez les adolescentes (10-19 ans), la surcharge pondérale est plus importante dans certaines zones, atteignant 21,1% dans la province de la Sissili contre 0,5% dans le Boulgou.

Concernant les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE), environ 98,3% des enfants ont été exclusivement allaités dans les deux premiers jours de vie, et 54% ont été mis au sein dans l'heure suivant la naissance. Toutefois, seulement 28,9% des enfants de 6 à 23 mois ont bénéficié d'une alimentation minimale acceptable.



**La malnutrition aiguë touche 9.9% des enfants de moins cinq ans au Burkina Faso selon ENN 2024**

Les enfants de cette tranche d'âge consomment en moyenne trois groupes d'aliments, alors que la norme recommandée est de cinq. La situation est similaire chez les femmes en âge de procréer (10-49 ans), dont la diversité alimentaire moyenne est de quatre groupes d'aliments au lieu des cinq préconisés.

Pour ce qui est de la supplémentation, 91,2% des femmes enceintes ont pris plus

de 90 comprimés de fer/acide folique, mais seulement 4,6% ont suivi une supplémentation complète de plus de 180 comprimés. Par ailleurs, plus de 90% des ménages disposent de sel iodé.

**Comité de rédaction**

## SUPPLEMENTATION EN MICRONUTRIMENTS MULTIPLES

### La mise à l'échelle au cœur d'un atelier régional

Nairobi, la capitale du Kenya a abrité du 15 au 18 octobre 2024, la 2e réunion technique africaine de la nutrition maternelle et de la Supplémentation en micronutriments multiples (MMS). Cette rencontre avait pour objectif principal de partager les expériences en matière de politique, de plaidoyer, de défense et de promotion de la nutrition maternelle et de la Supplémentation en micronutriments multiples. Ce fut l'occasion pour la délégation du Burkina Faso de faire le point de la mise en œuvre des MMS et les perspectives de la mise à l'échelle.

Environ 150 participants issus de 18 pays africains ont pris part à cette rencontre initiée par Healthy Mothers Healthy babies (HMHB) Consortium. Les travaux ont permis d'examiner les programmes de nutrition maternelle, en particulier les MMS développés dans chaque pays et les mécanismes d'amélioration. Ce fut également une opportunité d'affiner les engagements d'actions et les promesses des partenaires clés et parties prenantes en Afrique pour la mise à l'échelle des MMS. Les différents intervenants ont souligné le rôle crucial que peuvent jouer les MMS dans l'amélioration de la nutrition maternelle, en particulier dans la lutte contre les carences en micronutriments chez les femmes enceintes et les filles.

### Une phase pilote concluante des MMS au Burkina Faso : le passage à l'échelle en perspective

La délégation du Burkina Faso a partagé son expérience en matière de mise en œuvre des MMS. On retient de la communication de Dr Mahamadi Cissé, chef de la délégation, que le pays, avec l'appui technique et financier de l'UNICEF, a démarré un programme de supplémentation à petite échelle des MMS dans deux districts sanitaires à savoir Yako et Ziniaré. Une évaluation du programme a été réalisée et les résultats étaient satisfaisants, ce qui a permis son extension à cinq autres districts sanitaires que sont Fada N'Gourma, Zorgho, Manga, Saponé et

et Boussé. A ce jour, sept districts sont couverts et l'ambition est d'étendre le programme à l'ensemble du pays. Pour atteindre cet objectif, il est prévu l'élaboration d'un Plan de passage à grande échelle (PAGE) assorti d'un plan de communication et de plaidoyer et la mobilisation des ressources pour sa mise en œuvre. Dr Cissé a donc lancé un appel aux partenaires techniques et financiers pour soutenir le Burkina Faso dans son élan de mise à l'échelle des MMS. A l'occasion, la délégation du Burkina Faso a eu des discussions avec des PTFs pour le financement du PAGE.

La rencontre de Nairobi a été sanctionnée par une déclaration soulignant que la supplémentation en micronutriments multiple constitue un levier important pour réduire la sous-nutrition. Compte tenu de son faible taux d'utilisation et de son impact élevé, les pays sont appelés à agir rapidement pour sa mise à l'échelle.

### Comité de rédaction



La délégation du Burkina Faso a appelé les partenaires à soutenir le pays dans la mise à l'échelle des MMS

## FINANCEMENT DE LA NUTRITION

### L'État alloue 2,02% de son budget sur la période 2022-2023

*Le Burkina Faso a réalisé la revue des dépenses publiques consacrées à la nutrition, pour la période 2022-2023. Cette étude, commanditée par le Secrétariat Technique chargé de la multisectorialité pour la Nutrition (ST-Nut) avec l'appui de ses partenaires, évalue la contribution du budget de l'État au financement de la nutrition.*

L'analyse s'est appuyée sur 441 lignes budgétaires identifiées et validées, en utilisant une méthodologie révisée pour mieux refléter l'impact des interventions nutritionnelles. Cette révision a conduit à une augmentation de 72,72% des dépenses totales par rapport aux pondérations précédentes.

Selon les résultats de l'étude, les allocations budgétaires pour la nutrition ont connu une baisse significative, passant de 75,44 milliards de FCFA en 2022 à 43,1 milliards en 2023, soit une réduction de 42,1%. Cette diminution s'explique principalement par le contexte économique et sécuritaire, avec un budget de l'État fortement orienté vers la lutte contre le terrorisme.

Concernant l'exécution des allocations budgétaires, sur les 118,45 milliards de francs CFA autorisés au titre des deux années d'exercice, 93,53 milliards ont été effectivement dépensés soit un taux d'exécution de 78,96%.

Les principaux contributeurs à la nutrition sont les ministères en charge de l'environnement et de l'eau



(26,16 %), qui représentent ensemble, plus de la moitié des dépenses totales. A travers les ministères impliqués dans la nutrition, l'effort de l'État en matière de nutrition est estimé à 2,02% de son budget hors dette, en deçà de son engagement de 3 %. Pour améliorer le financement et l'efficacité des interventions nutritionnelles, plusieurs recommandations ont été formulées à savoir, Poursuivre l'approche participative en renforçant les capacités des acteurs et l'étudier le financement des partenaires hors circuit public pour une vue d'ensemble des dépenses en nutrition.

Cette revue met en lumière les défis du financement de

nutrition au Burkina Faso et propose des pistes pour optimiser les investissements et améliorer l'état nutritionnel des populations.

#### Comité de rédaction

## FINANCEMENT DES PTF EN FAVEUR DE LA NUTRITION AU BURKINA FASO

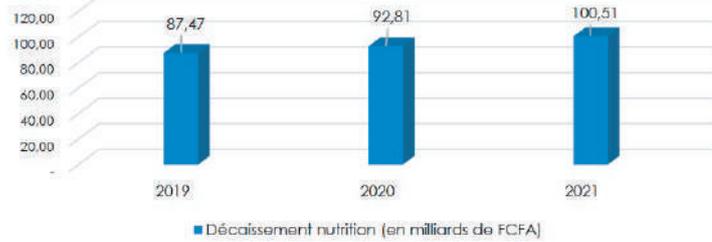
### Un engagement en hausse mais toujours insuffisant

L'étude sur l'analyse budgétaire 2019-2021 du financement des Partenaires techniques et financiers (PTF) révèle une augmentation de leur financement en faveur de la nutrition au Burkina Faso. Toutefois, ces financements restent en deçà des attentes pour assurer une couverture optimale des besoins en nutrition.

Selon l'étude, les décaissements des PTF sont passés de 87,47 milliards de francs CFA en 2019 à 100,51 milliards en 2021, soit un taux de croissance annuel moyen de 7,20%. Les montants décaissés par ces acteurs en faveur de la nutrition se chiffrent en moyenne par an sur la période 2019-2021 à 93,60 milliards de francs CFA contre 84,87 milliards de francs CFA sur la période 2016-2018. Cependant, cette progression reste inférieure à l'engagement des PTF d'accroître leur contribution de 10% par an.

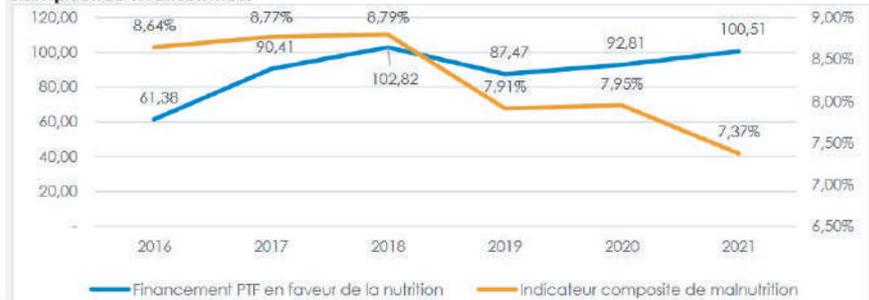
L'analyse révèle également que les décaissements des PTF en faveur de la nutrition ont diminué par rapport au budget global de l'État, passant de 3,95% en 2019 à 3,76% en 2021. Les investissements des PTF sont principalement orientés vers l'amélioration de l'accès à l'eau potable (11,27 milliards de francs CFA) et d'autres domaines tels que le traitement préventif intermittent, l'hygiène et l'assainissement, la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère, le développement du maraîchage, l'alimentation du nourrisson et les transfert aux groupes vulnérables (plus de 7 milliards de francs CFA pour chaque domaine). L'étude souligne que l'augmentation des financements a contribué à réduire les taux de malnutrition aiguë sévère, passant de 1,4% en 2016 à 0,8% en 2021.

Graphique 4 : Évolution globale des décaissements en faveur de la nutrition sur la période 2019-2021 (en milliards de FCFA)



Source : A partir des données des PTF/ONG et des rapports annuels de la DGCOOP

Graphique 10 : Analyse de la corrélation entre le financement et les indicateurs composites malnutrition



Source : A partir des données de l'INSD et du ciblage des budgétaires

Pour combler le déficit de financement et améliorer l'impact des dépenses, le rapport recommande, une augmentation des financements internes et externes, une meilleure intégration de la nutrition dans les politiques sectorielles, un renforcement du plaidoyer pour accroître les ressources publiques destinées aux interventions nutritionnelles et aux interventions nutritionnelles et une amélioration du suivi des dépenses publiques et des

procédures de financement. Cette étude a été réalisée par le Réseau de la société civile pour la nutrition (RESONUT) en collaboration avec le Secrétariat technique chargé de la multisectorialité pour la nutrition (ST-Nut) et l'UNICEF.

### Comité de rédaction

## EVALUATION DE LA GOUVERNANCE DE LA NUTRITION EN 2024

### Burkina Faso obtient un score satisfaisant

Le Secrétariat technique chargé de la multisectorialité pour la nutrition (ST-Nut) a commandité une étude sur la gouvernance en nutrition en 2024. Selon le rapport de cette étude, le pays a obtenu un score global de 30 sur 40.

Cette étude a consisté à évaluer la mise en place et la fonctionnalité des mécanismes institutionnels de gouvernance de la nutrition ainsi que leurs contributions à la pérennisation des acquis des interventions nutritionnelles. Le score global obtenu est de 30 sur 40, un score jugé « fort » selon l'échelle de mesure retenue. L'étude a concerné dix (10) domaines, et les scores par domaine présentent une certaine disparité. Certains domaines ont atteint un score maximal : « Comprendre la nutrition, ses rôles, ses responsabilités et sa priorité accrue dans tous les secteurs » (4 sur 4), « engagement » (4 sur 4) et « capacité technique » (5 sur 5).

Les domaines ayant obtenu un score moyen sont : « coordination (2 sur 3), « collaboration » (3 sur 4), « transparence » (3 sur 4), « soutien technique » (3 sur 4) et « redevabilité » (2 sur 3). Par contre, les domaines comme « leadership » et « financement » enregistrent quant à eux, des scores faibles, respectivement de 2 sur 5 et de 2 sur 4.

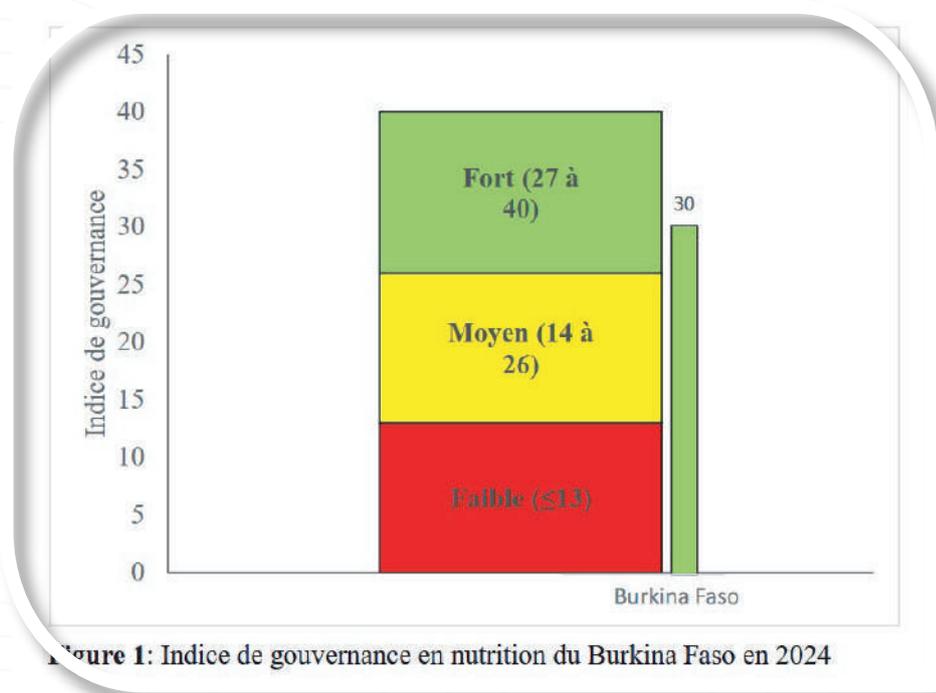


Figure 1: Indice de gouvernance en nutrition du Burkina Faso en 2024

Dans l'optique d'améliorer le score et de préserver les acquis, l'étude a formulé des recommandations. Il s'agit entre autres de : appliquer le décret portant création du Conseil national pour la nutrition (CNaN), apporter un appui technique et financier au point focal SUN pays et aux champions en nutrition pour la mise en œuvre de leurs plans d'actions, poursuivre les plaidoyers budgétaires pour le relèvement du financement endogène des interventions sensibles et spécifiques à la nutrition

et dans les secteurs clés et organiser des sessions de renforcement de capacités des parties prenantes.

#### Comité de rédaction

## INTEGRATION DE LA NUTRITION DANS LES PLANS COMMUNAUX DE DEVELOPPEMENT

### les collectivités territoriales comme « alliés stratégiques » dans la lutte contre la malnutrition

Dans sa démarche de mise en œuvre de l'approche multisectorielle de lutte contre la malnutrition, le Burkina Faso a fait le choix des collectivités territoriales comme des « alliés stratégiques ». C'est dans ce sens qu'il a été institué le concept de « l'intégration de la nutrition dans les Plans communaux de développement (PCD) et Plans régionaux de développement (PRD) ». Cela a été matérialisé par l'élaboration et la mise en œuvre d'un guide d'intégration de la nutrition dans les PCD/PRD.

#### Pourquoi intégrer la nutrition dans les PCD/PRD ?

« La sous-nutrition coûte au Burkina Faso 409 milliards de francs CFA par an, soit une perte de 7,7% du P.I.B » et « Un dollar investi dans la nutrition rapporte 16 \$ en retour ». Telles sont des évidences produites par des

études qui montrent l'impact de la malnutrition dans l'économie du pays. C'est donc dire que la malnutrition est plus qu'un problème de santé publique. Elle est aussi un problème de développement. En intégrant la nutrition dans leur plan de développement, les collectivités participent à l'amélioration de l'état nutritionnel de leurs populations et au développement local.

#### Comment intégrer la nutrition dans les PCD/ PRD ?

Le guide d'intégration de la nutrition dans les PCD/PRD est le référentiel ou le véritable outil didactique qui montre comment la nutrition peut être prise en compte dans les plans de développement des collectivités. Il commence d'abord par nous donner les défis nutritionnels dans le plan.

Les responsables des collectivités sont donc interpellés à suivre la dynamique en proposant des activités en lien avec la nutrition et en mobilisant les ressources nécessaires pour leurs mises en œuvre. C'est à ce prix que le pays parviendra à lutter efficacement contre la malnutrition.

#### Comité de rédaction

#### Différentes phases et étapes d'intégration de la nutrition

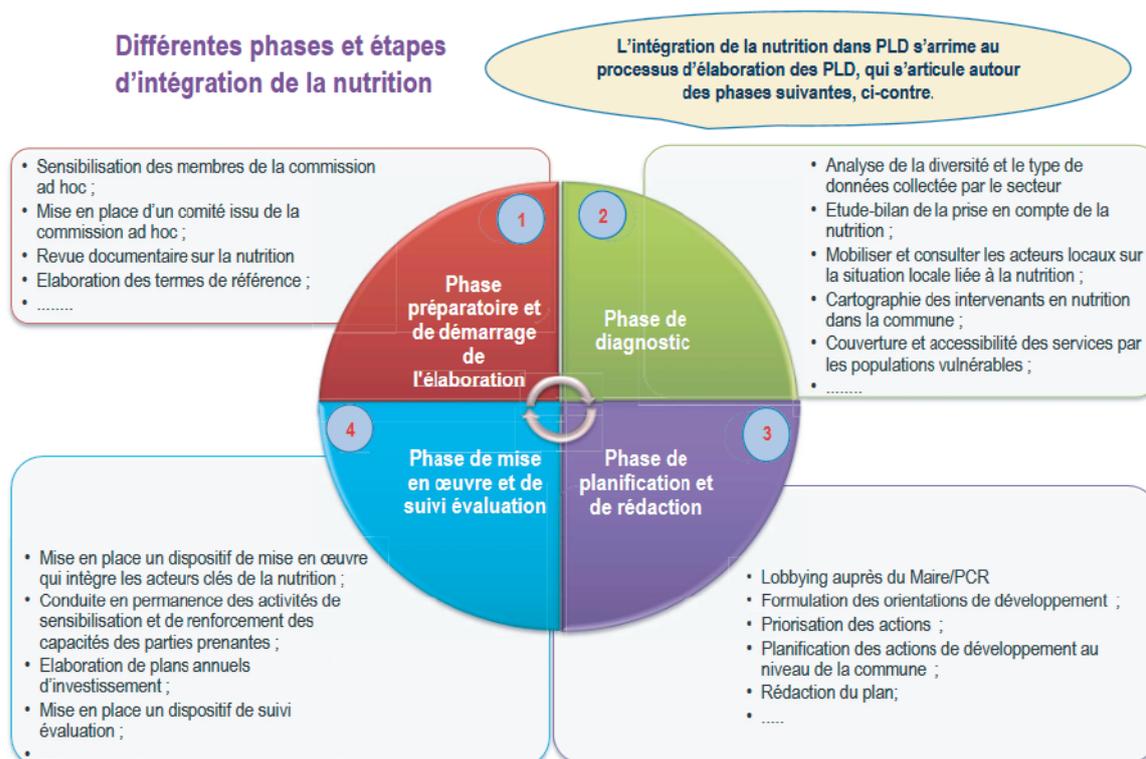
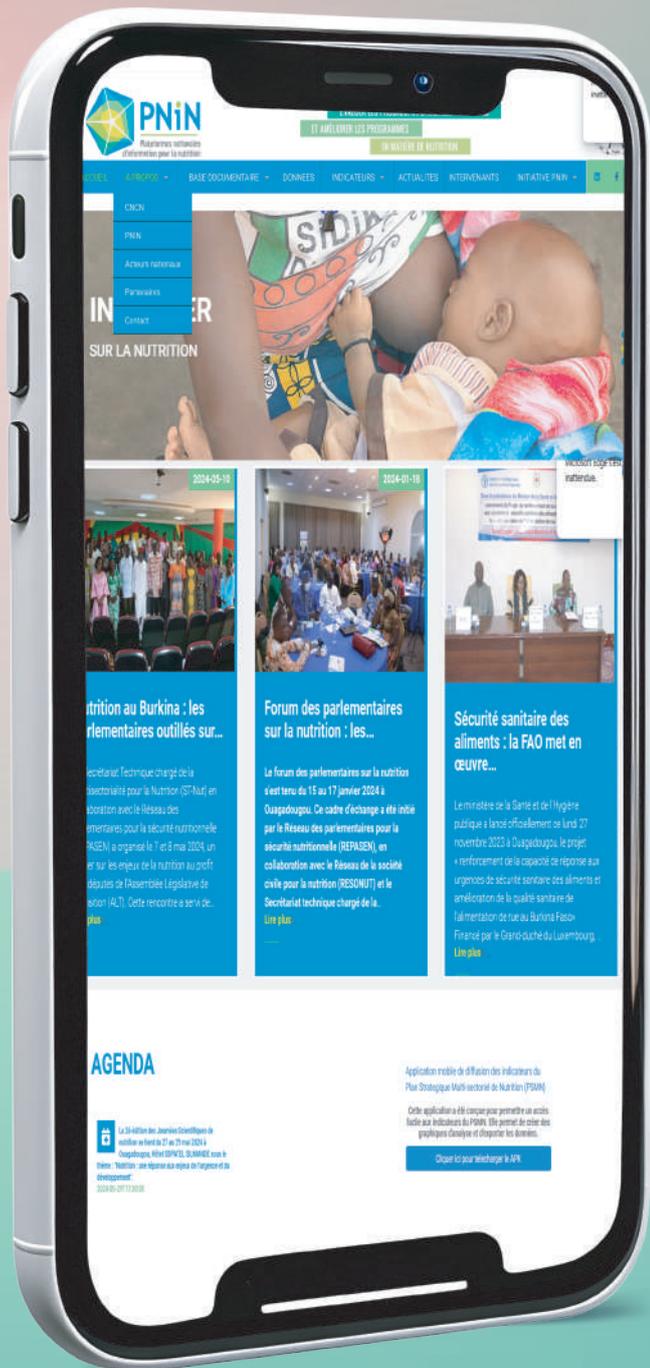


Schéma du processus d'élaboration des PLD



TOUTES LES INFOS  
SUR LA NUTRITION SUR

[www.nutrition.bf](http://www.nutrition.bf)



BILL & MELINDA  
GATES foundation



Adresses de la structure  
**Avenue Pascal ZAGRE,  
Ouaga 2000, Ouagadougou  
Burkina Faso**  
Tél. +226 25 49 85 02  
Email: [insd@insd.bf](mailto:insd@insd.bf)

Réjoignez nous sur :  
**Facebook.com / PNIN**  
**[www.nutrition.bf](http://www.nutrition.bf)**